

DISCOURS
PARLEMENTAIRES
DE
M. THIERS
III



DISCOURS
PARLEMENTAIRES

DE

M. THIERS

PUBLIÉS PAR M. CALMON

Sénateur, Membre de l'Institut

PREMIÈRE PARTIE (1830-1836)

III



PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

3, RUE AUBER ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1879

Tous droits réservés.

*M.
Lévy*

A

DISCOURS PARLEMENTAIRES
DE
M. THIERS

XLVII
DISCOURS
SUR
L'INDEMNITÉ DE 25 MILLIONS
PROPOSÉE POUR LES ÉTATS-UNIS
(RÉPONSE AU DUC DE FITZ-JAMES)
PRONONCÉ, LE 9 AVRIL 1835
A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Nous avons vu (n° 34) que, dans le courant du mois d'avril 1834, la Chambre des députés avait rejeté, à une majorité de huit voix, un projet de loi ayant pour objet de ratifier un traité conclu avec les États-Unis et accordant à cette puissance une indemnité de 25 millions pour dommages causés à ses nationaux pendant les guerres de l'Empire. Le traité avait été signé le 4 janvier 1831, et nous devons en rappeler les origines.

Aux termes d'une convention du 30 décembre 1800, pas-

sée entre la France et les États-Unis, les citoyens des deux pays pouvaient naviguer et commercer, sans obstacles et sans entraves, en toute liberté et sécurité, avec leurs navires et marchandises, à l'exception toutefois de la contrebande de guerre, dans les pays, ports et places appartenant aux ennemis des deux parties, à moins que ces places ou ports ne fussent réellement bloqués, assiégés ou investis. Cette convention fut suivie, en 1803, d'un traité par lequel la France cédait aux États-Unis la Louisiane, moyennant une somme de 80 millions, plus des avantages commerciaux stipulés à notre profit. Mais la guerre entre la France et l'Angleterre venait de reprendre avec une nouvelle intensité, et le gouvernement britannique, non seulement avait imposé les restrictions les plus rigoureuses au commerce des neutres, mais avait mis les côtes de la France en état de blocus. A ces mesures, l'empereur Napoléon avait répondu. le 21 novembre 1806, par le décret de Berlin, qui mettait également le blocus sur les possessions britanniques, déclarait de bonne prise toutes les marchandises de provenance anglaise, interdisait l'entrée de nos ports à tous les bâtiments venant directement de l'Angleterre et de ses colonies, et frappait ainsi le commerce neutre aussi bien que le commerce anglais. Sur la demande qui lui en avait été faite par le représentant des États-Unis, notre ministre de la marine s'était empressé de déclarer que le décret de Berlin ne dérogeait en rien à la convention de 1800, et que les navires américains ne pourraient être saisis en mer pour le seul fait qu'ils étaient à destination d'un port anglais ou en revenaient. Mais, postérieurement, l'empereur lui-même, consulté, avait décidé que le décret de Berlin n'admettait de distinction pour aucune classe de neutres, et quelques jours après, un décret du 11 décembre 1807, daté de Milan, prescrivait non seulement la confiscation de tout bâtiment, quelle que fût sa nationalité, qui serait entré dans un port